



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Nucléaire

Question au Gouvernement n° 4388

Texte de la question

NUCLÉAIRE

M. le président. Avant de lui céder la parole je veux féliciter Mme Mathilde Panot, qui a été élue présidente du groupe La France insoumise. Madame la présidente, vous avez la parole.

Mme Mathilde Panot. Nucléaire, nucléaire, nucléaire : le Président de la République n'a que ce mot à la bouche. À l'entendre, le nucléaire serait une énergie propre. Certes, il produit des déchets radioactifs, mais nous pouvons toujours les enfouir sous terre, ni vu ni connu, comme à Bure, poursuivre en justice tous ceux qui ne sont pas d'accord, ou alors expédier ces déchets vers la Sibérie, comme le fait actuellement la France.

À l'entendre, le nucléaire serait une énergie peu coûteuse. Mettons donc de côté le chantier de l'EPR, le réacteur pressurisé européen à 19 milliards d'euros, la dette de 42 milliards d'EDF, les 100 milliards nécessaires au grand carénage ou les 7 milliards consacrés à renflouer le secteur.

À l'entendre, le nucléaire assurerait notre souveraineté énergétique. Bien sûr, même si nous dépendons du Kazakhstan ou du Niger pour l'uranium ! Ne parlons pas des dangers du nucléaire low-cost qui implique le recours massif à la sous-traitance. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

Peu importe ! Le nucléaire est une énergie tellement merveilleuse qu'Emmanuel Macron investit 1 milliard d'argent public dans de nouveaux petits réacteurs. Le nucléaire est une chance par-ci, le nucléaire est un atout par-là. Le déni de la réalité et l'entêtement du Président n'ont aucune limite.

M. Jean-Luc Mélenchon. Voilà !

Mme Mathilde Panot. Monsieur le Premier ministre, le nucléaire ne nous sauvera pas. Aujourd'hui, il empêche d'investir dans les énergies renouvelables ; demain, alors que le dérèglement climatique a commencé, il sera un danger public. La montée des eaux pourrait inonder des centrales. Quatre réacteurs sur dix sont déjà à l'arrêt en période de canicule. Combien le seront quand la température aura augmenté de deux degrés en 2050 ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*) En cas de problème dans la centrale de Nogent-sur-Seine, il faudra déplacer 12 millions de personnes. Que comptez-vous faire en cas de catastrophe ?

M. Patrick Mignola. Je laisserais volontiers répondre Fabien Roussel...

Mme Mathilde Panot. Le Président nous dit : « On n'est pas pour ou contre le nucléaire, on est pour ou contre la réduction des gaz à effet de serre. » Non ! Une vraie politique écologique, c'est une politique de sobriété et d'efficacité énergétique. À la place, vous volez l'argent des Français, sans aucun débat démocratique, pour des gadgets dont personne ne peut dire s'ils seront opérationnels dans quinze ou vingt ans, ni à quel prix.

Monsieur le Premier ministre, arrêtez d'imposer à la population vos lubies pronucléaires et revenez à la raison !
(*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean Castex, Premier ministre. Madame la présidente Mathilde Panot, permettez-moi de vous adresser également, au nom du Gouvernement, mes félicitations pour votre élection en remplacement du président Jean-Luc Mélenchon.

Je n'ai pas bien compris ce que vous proposez comme alternative. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. François Cormier-Bouligeon. L'éolien ? Elle brasse du vent, Panot ! (*Sourires.*)

M. Jean Castex, Premier ministre. Le charbon ? Le gaz importé ?

En réalité, vous savez tous que l'énergie est la première source d'émissions de gaz à effet de serre et que les deux tiers de notre consommation demeure encore basée sur les énergies fossiles. Mieux encore : d'ici à 2035, les besoins en électricité décarbonée vont croître de 20 % – au moins, nous sommes tous d'accord sur ce point.

M. Loïc Prud'homme. Et la sobriété ?

M. Jean Castex, Premier ministre. Rappelons que notre politique énergétique repose sur trois fondements majeurs : réussir et accompagner l'indispensable transition écologique ; assurer et renforcer notre souveraineté nationale, thème plus que jamais d'actualité ; préserver le pouvoir d'achat de nos concitoyens. En conséquence, le chemin me paraît très clair : il s'agit à la fois de favoriser le nucléaire et les énergies renouvelables. Ce n'est pas l'un ou l'autre, mais les deux.

M. Loïc Prud'homme. En même temps !

M. Jean Castex, Premier ministre. La part des énergies renouvelables dans la production de notre électricité nationale est passée de 18 % à 25 % entre 2017 et 2020, et elle doit continuer à progresser. S'agissant du nucléaire, une filière qui représente quand même 200 000 emplois, vous avez rappelé l'annonce faite ce matin par le Président de la République : sa décision de faire émerger, d'ici à 2030, des réacteurs nucléaires de petite taille, innovants et meilleurs en matière de gestion des déchets. Nous y consacrerons 1 milliard d'euros d'ici à 2030.

Dans le même plan, nous fixons un autre objectif : que la France devienne le leader de l'hydrogène vert en 2030.

Enfin, le rapport sur ce mix énergétique et ses conditions opérationnelles, que nous avons demandé à RTE – Réseau de transport d'électricité –, devrait nous être remis dans quelques semaines. À l'issue de cette remise, le Président de la République et le Gouvernement annonceront des orientations complémentaires.
(*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Mathilde Panot](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4388

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 octobre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 octobre 2021](#)